

DIAL 3734

HONDURAS - Le pays qu'a ensemencé Berta Cáceres

Gessamí Forner

samedi 29 mars 2025, mis en ligne par [Dial](#)

La journaliste espagnole Gessamí Forner faisait partie du groupe de correspondants de différents médias invités par l'ONG jésuite [Alboan](#) pour aller à la rencontre du Honduras réel. Texte publié le 6 décembre 2024 sur le site d' [El Salto](#) (Espagne).

Le Honduras a hérité du narcogouvernement de Juan Orlando Hernández la violence exercée de façon structurelle par la police, l'armée, les maras [\[1\]](#) et les tueurs à gage engagés par des entreprises pour tuer des dirigeants écologistes.

L'avion décolle en partance pour San Pedro Sula, ville située dans le nord du Honduras, l'une des plus violentes du monde. Alboan a invité un groupe de correspondants de divers médias à découvrir le pays. Concrètement, les conflits sociaux et politiques. C'est l'ONG des jésuites et, au Honduras, les croyances abondent : beaucoup croient dans les États-Unis, plusieurs croient en Berta Cáceres et tous, ou presque tous, dans le Jésus de l'Église catholique, dans celui de l'Église évangélique ou dans les esprits des ancêtres. Ce en quoi il est difficile d'avoir confiance, après treize ans de narcogouvernement, ce sont les politiques et un État qui n'assure pas l'essentiel.

Le vieil homme qui garde l'hôtel deux nuits par semaine est équipé d'un tromblon. Âgé de 73 ans, il n'a pas de dents ni de retraite. Il gagne quelques pièces qui lui permettent de continuer à vivre. À la tombée de la nuit, il ferme les portes blindées, active le système de vidéosurveillance et empoigne son arme pour faire sa ronde. Tout est délabré, sauf le coq qui s'égosille de deux heures à cinq heures du matin, comme les autres volatiles. La nuit sous les tropiques est chaude et bruyante.

Théoriquement, en dehors des animaux, on ne devrait rien entendre d'autre. Le Honduras vit un régime d'exception depuis décembre 2022. La présidente Xiomara Castro appartient au parti le plus à gauche qui pouvait se faire élire après la narcodictature, le Parti libre, et a édicté la mesure pour essayer de faire baisser le taux de violence des *maras*. Dans cette zone, à 22 heures arrive le couvre-feu que personne ne respecte plus alors que la loi permet des perquisitions domiciliaires sans mandat d'un juge et des contrôles routiers continus. À ce jour, la police assure avoir saisi 12 000 armes. Elle décline toute responsabilité des personnes disparues, tout comme des autres atteintes aux droits humains.

Le Honduras a hérité du narcogouvernement de Juan Orlando Hernández la violence exercée d'une manière structurelle par la police, l'armée, les *maras* et les sicaires engagés par des entreprises pour tuer des dirigeants écologistes. Le coup d'État de 2009 a également légué au pays des voies de transit pour la cocaïne - souvent dissimulée dans l'utérus des vaches exportées aux États-Unis -, la relance de projets extractivistes grâce à des permis d'exploitation octroyés illégalement à la famille Facussé et des liens politiques étroits avec le Salvador de Nayib Bukele.

L'expansion des *maras* salvadoriennes a continué et elles se partagent les quartiers du Honduras. Elles

font naître dans la population des sentiments ambivalents, qui vont de la peur à une fausse impression de sécurité. Les habitants peuvent se sentir protégés lorsqu'une *mara* s'empare du quartier : les *pandillas* [gangs] rivales ne reviendront pas, ce qui signifie une trêve des tirs et des balles perdues. En contrepartie arrivent l'extorsion des habitants et le recrutement d'enfants. L'extorsion est appelée « impôt de guerre », que doit acquitter quiconque gagne de l'argent. Les enfants sont enlevés dès l'âge de sept ou huit ans et sont transformés en « guetteurs ». En échange d'un petit cadeau ou de quelque chose à manger, ils surveillent les coins de rue et regardent qui arrive, qui part, qui va où.

La police prétend démanteler les *maras* en recourant à une violence extrême contre les jeunes. « J'ai plus peur de la police que des *maras* », assure une mère à la Fondation Paso a Paso, où ses fils passent l'après-midi pour éviter de tomber dans la MS13 ou le Barrio 18. Ils vivent dans le barrio Rivera Hernández. Elle ne veut pas que ses fils se livrent à l'extorsion et elle craint encore plus de tomber un jour sur le corps d'un de ses petits dans un terrain vague près du commissariat. C'est là son ambivalence.

Il faut du temps pour comprendre toutes les violences qui secouent la population et leurs interactions. Elles se croisent, se renforcent, et restent impunies. La voiture traverse maintenant El Carmen. « Ici, même la Croix rouge n'entre pas », explique résignée Katerin Noemí Andino. Elle avait besoin d'une assistance sanitaire et elle les a appelés, « mais ils n'ont pas voulu venir », ajoute-t-elle. Andino avait foi dans les États-Unis. Elle a versé 16 000 dollars pour une place dans une fourgonnette transportant 13 personnes habitées qui espéraient traverser la frontière états-unienne. Une roue a éclaté et tout le monde a perdu la vie sauf elle, qui s'est retrouvée paralysée de la ceinture jusqu'aux pieds. Elle a été expulsée et renvoyée chez elle, dans un pays sans système de santé et avec une Croix Rouge qui ne va pas dans son quartier, d'où elle ne peut sortir. Sa sœur et sa mère s'occupent d'elle. Cela fait deux ans qu'Andino regarde par la fenêtre, elle voudrait créer des bijoux et les vendre par Internet, gagner un peu d'argent, échapper à l'extorsion des *maras* en exerçant un commerce en ligne, alimenter ses enfants. Elle ne craint plus rien, elle ouvre les portes de sa petite maison et raconte son histoire.

Les États-Unis, terre promise

Aucun journaliste n'ose lui demander comment elle a pu réunir 16 000 dollars dans un pays où la pauvreté frappe 73% de la population, selon les statistiques les plus fiables. Dans la grande gare routière de San Pedro Sula, d'où sont parties les grandes caravanes migratoires à pied en 2018 et 2019, les associations qui distribuent des kits de survie - fruits secs, biscuits, compresses, couches - fournissent des données qui peuvent aider à comprendre : « La migration est devenue un commerce et la principale entrée d'argent du Honduras par le biais des envois de fonds, qui se sont chiffrés en 2023 à 9 177 millions de dollars », explique Gerardo Chávez pendant la distribution des kits.

Les États-Unis sont la première destination : là vivent un peu plus d'un million d'émigrés. L'Espagne est deuxième, avec 130 000. Le Honduras compte 10,4 millions d'habitants. Autrement dit, un Hondurien sur douze vit aux États-Unis. Ce sont les personnes qui, en cumulant deux ou trois emplois, arrondissent les salaires de ceux qui sont restés au pays, leur payent la nourriture, les traitements médicaux et les voyages vers la terre promise.

On dit que 70% de ceux qui tentent d'entrer aux États-Unis y parviennent. Il suffit de réunir suffisamment de dollars pour essayer encore et encore. Dans la gare attendent une jeune femme avec son bébé et une femme plus âgée qui berce l'enfant. Elles viennent de faire connaissance. Ce soir, toutes les deux entament leur voyage. Elles sont nerveuses et veulent bien parler du bébé, du temps et de leurs espoirs, mais elles refusent les questions, comme de dire si elles arriveront à destination et combien de violences elles devront subir en chemin : accidents, viols, enlèvement du bébé, mort. Le Honduras est le pays des mères célibataires. Et des féminicides. Elles ont fait leurs calculs et cela vaut la peine de tenter.

Assis tranquillement sur des marches d'escalier, un père et son fils vénézuéliens attendent le même autocar. Eux non plus ne veulent pas dire leur nom mais ils acceptent de donner leur âge : 47 et 17 ans. Leurs bras sont forts, ils sont fiers de répondre, mais débordent d'humilité : ils ont survécu aux dangers de la forêt du Darién, mais il leur faut encore monter sur le train qui traverse le Mexique, la « Bête ».

« Dans le Darién, nous avons vu des cadavres mangés par les vers mais la “Bête”, c’est pire. On s’est préparé mentalement. » Ils voyageront sur le toit des wagons, en s’attachant pour éviter de tomber et se mutiler. Ils ne veulent pas dire combien d’argent ils ont sur eux ni où ils le cachent. Leurs yeux brillent lorsqu’ils prononcent les mots magiques : États-Unis.

Les villes produisent la violence *habituelle*, celle qui pourrait figurer dans n’importe quel supplément de la presse dominicale : les policiers tuent les pauvres, les hommes assassinent les femmes, les *maras* extorquent de l’argent aux commerçants et habitants. Beaucoup rêvent de s’enfuir. Les *maquilas* – les usines de vêtements – ferment, remplacées par les *call centers* au service du marché espagnol.

Les violences cachées

Les zones rurales concentrent les violences cachées. Celles-ci sont financées par des chefs d’entreprise et exercées par les sicaires, comme ceux qui ont assassiné Berta Cáceres en 2016. Elle est l’écologiste la plus connue du Honduras, un symbole national et international. Elle a semé des graines qui ont germé et grandi à foison. Elles défendent leurs terres et ne veulent pas qu’on les expulse vers la ville et ses violences ou aux États-Unis.

Le fleuve Aguán coule loin de San Pedro Sula. À cinq heures de voiture par la seule route qui traverse le nord, avec les inévitables contrôles policiers et militaires. Ensuite, trois heures de plus dans une fourgonnette *pick up* jusqu’à la communauté Malafalda, la quatrième du Parc national Montaña de Botaderos par son altitude. Il reste dix hameaux plus haut. Ils ont préparé la rencontre et un plat de nourriture pour tous : un morceau de poulet, du riz et de la salade. Ils ont de quoi se nourrir. Les animaux se mêlent aux personnes et les jeunes sont en train d’étudier dans la nouvelle petite école d’agroécologie qu’ils ont montée.

Beaucoup d’habitants sont descendus des collines à pied, ou sur leur âne, pour venir expliquer ce qu’il adviendrait d’eux sans l’eau de la rivière Guapinol ou si son eau leur parvenait polluée par des sédiments, comme cela est déjà arrivé en 2018, à cause de l’énorme site minier ouvert illégalement sur les berges de la rivière. Les populations s’abreuvent, cuisinent, font la lessive et se douchent avec son eau. Il n’y a pas d’argent pour payer de l’eau en bouteilles, ni aucun moyen pour la transporter. La défendre signifie pour eux répression, harcèlement, prison et assassinats.

Toutes les communautés sont conscientes des risques qu’elles courent et se soutiennent les unes les autres, regroupées au sein du Comité municipal de défense des biens publics de Tocoa, dont font partie 25 collectifs. Nous avons discuté avec des dizaines d’écologistes, et nous avons l’impression étrange de converser avec de futurs morts.

« La peur est constante, cette crainte de sortir de chez soi et de ne jamais revenir est très latente », reconnaît Dalila Santiago, défenseur du Guapinol. « Mes enfants sont tristes chaque fois que je quitte la maison, ils connaissent mon engagement dans la lutte et savent que les mécanismes de protection employés par le gouvernement ne fonctionnent pas. Ils pensent que je ne vais pas revenir. Le gouvernement privilégie d’autres intérêts, nous, les gens, on ne compte pas », ajoute-t-elle. « La persécution a également un grand impact psychologique sur nous et nos familles », alerte-t-elle.

Chez les femmes, il s’y ajoute la discrimination sexuelle : « En nous émancipant et en luttant, nous nous attirons une discrimination de plus. On nous laisse entendre que nous devrions être à la maison, pour nous occuper de nos enfants et remplir notre rôle de femmes au lieu de défiler dans la rue pour défendre notre terre mère. » Ce discours, alimenté par des certains infiltrés dans les luttes et par des journalistes que paient les entreprises qui usurpent les terres, a pour but de créer la discorde au sein des communautés et de briser l’union qui existent entre les 13 000 habitants des montagnes.

La première annonce d’un assassinat commis sur une de nos connaissances survient bientôt, le 15 septembre. Deux mois après le voyage. Juan López, défenseur de la rivière, un des dirigeants du Comité et conseiller municipal de Tocoa, est abattu par plusieurs tirs. López était prudent au sujet de sa sécurité, il

ne sortait presque jamais la nuit et il voyageait accompagné. À la sortie de l'église, il a reçu cinq balles au niveau du torse et de la tête alors qu'il se trouvait dans sa voiture.

Les journalistes de Radio Progreso nous ouvrent les portes pour ce reportage, ils ont des correspondants pour chaque lutte menée dans le pays et organisent les rendez-vous. Après l'assassinat de López, la radio diffuse une chanson d'Alí Primera : « Ceux qui meurent pour la vie ne peuvent s'appeler des morts et, à partir de ce moment, il est interdit de les pleurer. Que se taisent les clochers de toutes les églises. Allons, camarade, courage, pour que le jour se lève, on n'a pas besoin de poules mais du chant des coqs. »

Les objets des luttes environnementales sont au nombre de trois : la terre supposément protégée des parcs nationaux, la terre collective des coopératives agricoles et la terre communale des peuples autochtones.

L'Observatoire de l'Université nationale autonome reconnaît qu'en 2023 le Honduras s'est classé au deuxième rang des pays les plus violents de l'Amérique latine, avec 34,5 morts pour 100 000 habitants. L'organisation internationale Global Witness dévoile l'information que les organismes nationaux s'efforcent de cacher : le pays domine le classement mondial du nombre d'assassinats politiques commis sur des leaders de mouvements paysans et écologistes, devant la Colombie, le Brésil et le Mexique. En réalité, ce petit pays, qui ne semble intéresser personne sur la scène internationale, arrive en tête de liste depuis 2012. Dans la seule région de l'Aguán, la liste dépasse les 200 noms de victimes.

La terre collective, communale et protégée

Les objets des luttes environnementales sont au nombre de trois : la terre supposément protégée des parcs nationaux, comme celui de la Montaña de Botaderos, la terre détenue collectivement par des coopératives agricoles et la terre communale des peuples autochtones comme les Garífunas et Tolupans. Il existe une législation qui reconnaît et protège les droits de ces terres, fixe quelles populations peuvent y vivre et quel usage elles peuvent en faire. Elle n'est pas appliquée.

Disposer d'un lopin de terre fertile et d'une eau saine, c'est ce qui distingue la pauvreté de l'extrême pauvreté - 73% contre 50%. Les hommes et les femmes qui défendent la terre luttent pour le paysage, pour leur nourriture et pour le droit de continuer de vivre là où ils ont grandi.

Pendant ce temps, cinq familles se partagent le pays, entre la banque et l'agro-industrie. Les Rosenthal, les Facussé, les Larach, les Nasser, les Kafie et les Goldstein. Les narcotrafiquants se chargent du trafic de cocaïne et de la culture de la coca, en augmentation. Les Cachiros dominent le nord et le secteur de l'élevage. Ce sont eux qui transportent la coca dans le ventre des vaches. Leur ancien chef, Devis Leonel Rivera Maradiaga, a témoigné au procès de l'ex-président du Honduras, Juan Orlando Hernández, et l'a qualifié d'« associé ». Il exportait des ballots de coca marqués des initiales du frère de l'ex-président. Une bienveillance qui s'est transformée en une preuve décisive.

Maintenant les trois purgent leur peine aux États-Unis, mais le Honduras continue de vivre au rythme de l'état d'urgence, qui n'a pas amélioré les conditions de vie, ni éliminé les menaces, et qui fait que des gens en colère sont descendus dans la rue, casserole en main, pour protester contre un narco-État à l'origine de la hausse des homicides. En plus d'expulser les maras, le gouvernement de Xiomara Castro s'est engagé en 2022 à enquêter sur la propriété des coopératives agricoles et les responsabilités dans les assassinats de défenseurs de l'environnement. L'enquête reste ouverte au ministère de l'agriculture, mais la popularité de la présidente recule, selon le dernier sondage d'opinion de l'institut ERIC. Et cela est inquiétant : l'autre voie possible signifierait plus de répression et d'assassinats.

Dans l'Aguán, ceux qui utilisent des armes sont probablement les narcotrafiquants. Narcos le jour, tueurs à gages la nuit. Ils possèdent une énorme logistique et surveillent les paysans avec des drones, explique María Alemán, coopérativiste sous la menace. Quatre engins survolent son cabanon. Venons-en aux coopératives agricoles.

En 1974, le gouvernement du Honduras décrète la réforme agraire : il octroie aux paysans de l'Aguán la propriété collective de certains terrains sous la forme de coopératives agricoles. La banane a cessé d'être rentable et le secteur les a exhortés à planter de la palme africaine. En 1992, par la contrainte et alors que la palme est en pleine expansion, les propriétaires terriens du pays les dépouillent de leurs terres et de leurs coopératives. En 1999, l'ouragan Mitch dévaste le Honduras. La faim fait disparaître la paysannerie, et les fils et filles de ces coopératives usurpées entament les « processus de récupération », en faisant des femmes des coopérativistes de plein droit.

Entrer dans les fermes, c'est comme aller à la plage et prendre un bain sous le pavillon vert. Tout est beau et tranquille en apparence. Et sûr, à la différence de la ville. Les gens travaillent, les enfants jouent, tous prennent leur repas et semblent détendus. C'est, en partie, une fausse impression : tous doivent dormir à la ferme, dans des *champitas* - des cabanons fabriqués avec du nylon et des tôles - pour protéger la coopérative des tueurs à gage. Ils ne sortent quasiment pas, raison pour laquelle ils ont construit leur propre école, une boutique avec des produits de base, des toilettes et d'autres zones communes.

Dans la journée, ils récoltent la palme et font des plans pour reconvertir les champs : replanter du maïs, des haricots ainsi que les légumes et les fruits nécessaires à leur alimentation. La coopérative agraire El Tranbio montre l'exemple : elle a monté un élevage de volailles.

« Actuellement, on est sous tension : un groupe armé veut nous expulser par la force. Mais on apprend à faire confiance à Dieu et il ne va pas nous abandonner. Nous ne sommes pas des délinquantes ; ce que nous voulons, c'est un avenir. Et nous sommes heureuses de recevoir des visites », explique Fany Baires. Elle veut que sa lutte soit connue sur la scène internationale. À part Radio Progreso, les médias ne parlent pas de ces luttes. C'est pour cela qu'on lui a interdit d'émettre à la suite du coup d'État. Et c'est pour cela que les citoyens se sont massés devant son siège. Elle a aussi été la cible d'extorsions des maras. Désormais, sa porte dispose de systèmes de protection contre les effractions et, à l'extérieur, une pancarte indique « Pas d'armes ici ».

Le dernier soir, le père jésuite Melo nous invite chez lui pour le dîner - murs surmontés de [barbelés concertinas](#) et système de vidéosurveillance. Il veut savoir quelle impression nous avons du pays. Il est réticent à nous exposer sa vision politique. Sous la narcodictature, il est devenu la voix de l'opposition. Quand Berta Cáceres et son mari se rendaient à San Pedro Sula ou El Progreso, ils s'abritaient chez lui. Et ils se demandaient lequel des trois serait tué le premier. Les élections générales du Honduras sont prévues pour le 30 novembre 2025. La vie des écologistes dépendra de leur résultat.

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3734.**

- Traduction de Gilles Renaud pour Dial.

- Source (espagnol) : [El Salto](#), 6 décembre 2024.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'autrice, le traducteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Gangs de jeunes - NdT.